PUBLIÉ LE 13/10/2021

À l'approche de la présidence française de l'Union Européenne, le Conseil économique, social et environnemental a souhaité rappeler son attachement à l'UE en adoptant ce jour sa résolution « 2022 : la relance du projet européen », en présence de Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes. Contribution du CESE à la conférence sur l'avenir de l'Europe, cette résolution alimentera les échanges des 100 citoyens issus des panels régionaux qui se réuniront le 16 et 17 octobre prochain au CESE dans le cadre de la conférence de restitution nationale.

« L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Cette affirmation de Jean Monnet est aujourd'hui plus vraie que jamais, alors que l'UE est depuis plus d'une décennie confrontée à des crises majeures : financières, migratoire, sanitaire, Brexit…

La crise sanitaire actuelle a démontré une fois de plus que l'Europe avançait quand elle était unie et qu'elle peut être audacieuse dans l'action. Capacité d'innovation, grands projets économiques, cohésion sociale, objectifs courageux en matière environnementale, aide internationale… Le projet de l'UE dispose de plusieurs atouts pour réaliser son ambition. Pour ce faire, le CESE formule plusieurs recommandations :

Pour une Europe autonome et protectrice

Dans un monde globalise? et concurrentiel, les citoyennes et les citoyens ont besoin d'une Europe forte sur la scène internationale, qui protège leurs intérêts. Pour le CESE, cette protection doit e?tre en mesure d'apporter des réponses aux préoccupations citoyennes et peut s'exercer dans plusieurs domaines.

Par ailleurs, alors que le plan de relance impose des impératifs économiques, de transition numérique (au moins 20% du budget) ou encore écologique aux États membres, le CESE regrette l'absence d'une ambition sociale européenne forte. Cette orientation plus sociale de ce plan permettrait de lutter contre les inégalités, d'accompagner des transitions socialement justes mais aussi de mieux protéger les populations les plus vulnérables.

Dans la perspective de la Présidence française de l'UE, le CESE soutient par ailleurs un système d'ajustement carbone aux frontières conçu en concertation avec les acteurs économiques concernés. De cette façon, un produit européen n'aurait pas à répondre à un cahier des charges environnemental élevé et ne se retrouverait pas lésé par un produit importé moins vertueux.

Dans le domaine économique, la crise de la Covid a mis au jour le défaut d'autonomie stratégique des pays de l'Union dans de nombreux secteurs jugés clés. Pour le CESE, il est primordial de protéger les États membres contre toutes les formes de concurrence déloyale. C'est pourquoi il est nécessaire de développer de nouveaux instruments de défense commerciale visant à lutter contre les distorsions de concurrence.

Pour une Europe solidaire qui garantisse les libertés

Le CESE appelle l'Union Européenne à un meilleur respect des droits fondamentaux des exilés ainsi qu'à une meilleure prise en charge et répartition des réfugiés au sein des pays membres. Trop souvent, les pays de premier accueil, du Sud ou de l'Est de l'UE, assument seuls l'accueil de populations exilées. Face à ce constat, le CESE est favorable à la mise en œuvre d'une politique commune et solidaire en matière d'accueil des réfugiés, et encourage la mise en place effective de la nouvelle Agence européenne pour l'asile.

De manière générale, l'UE doit rappeler sans cesse à l'international mais aussi en son sein, son attachement à ses valeurs fondamentales et la nécessité de garantir le respect de celles-ci. Dans cette optique, le CESE soutient le conditionnement du versement des fonds européens au respect de l'État de droit.

Pour une Europe de toutes les expressions

Redonner foi dans l'UE passe nécessairement par une réforme de la gouvernance de l'UE qui doit être élargie pour donner une place effective à la société civile. La place des citoyens doit être repensée en développant la participation citoyenne via des consultations régulières, le recours aux pétitions et la formation à la citoyenneté européenne. Enfin, le CESE appelle la future présidence française à mettre la jeunesse au cœur des politiques publiques de l'Union Européenne.

Cette résolution rapportée par Françoise Sivignon (Groupe des associations) et Didier Kling (Groupe entreprises). Elle a été présentée lors de l'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental du 13 octobre 2021 à 14h30.

La résolution a été adoptée en plénière avec 141 voix et 11 abstentions.

Télécharger

© - copyright CESE - Mai 2024